

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE LAVOUX

L'an deux mil quatorze le vingt juin le conseil municipal de la commune de Lavoux (Vienne) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie sous la présidence de Madame Maguy LUMINEAU, Maire.

Date de la convocation 13 juin 2014

PRESENTS Mesdames : Maguy LUMINEAU, Jocelyne BOUTIN, Florence LEPAGE, Florence COULOT, Mireille MASPEYROT, Cécile DIONNET, Sandra GELY.

Messieurs: Stéphane GARNAUD, Michel CHARRON, Didier ROUET, Bruno TESSITORI, Dominique BOISARD, Jean-François MORILLON, Jérôme CAMUS.

A été élue secrétaire Jocelyne BOUTIN

Nombre de conseillers en exercice : 15 Présents : 15 Votants : 15

PREScription DU PLU avec Évaluation Environnementale

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que le code de l'urbanisme a profondément été renouvelé à l'entrée en vigueur :

- de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), de la loi n° 2003-152 du 2 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat (UH),
- de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dit Grenelle 1),
- de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dit Grenelle 2 ou ENE),
- de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

Le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 21 décembre 2001 devra être engagé dans une démarche de transformation en PLU au plus tard le 31 décembre 2015 sous peine de caducité à cette date, et être approuvé avant le 26 mars 2017.

Madame le Maire propose ainsi au conseil de se prononcer sur le lancement de cette procédure sur le territoire de la commune.

Après avoir entendu l'exposé du Maire

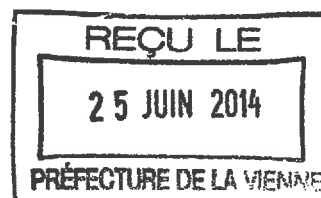
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 et suivants et les articles R.123-1 et suivants

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de l'expropriation,

Vu le Code général des collectivités locales,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal ;



1 – décide de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L.123-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

2 – de lancer la concertation prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme.

Cette concertation revêtira les formes suivantes :

.../...

Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires ;
Articles dans le bulletin municipal ;
Réunions avec les associations ;
Réunions publiques avec la population au nombre de deux ;
Affichage de l'évolution du projet sur des panneaux en mairie ;
Un registre destiné aux observations de toute personnes intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours d'ouverture ;
La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire au bon déroulement de l'étude et à une meilleure compréhension pour les habitants.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Madame le Maire en présentera le bilan au conseil qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU

2a – demande à Mme le Maire de solliciter auprès de Mme la Préfète l'association des services de l'État, conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme ;

2b – demande, conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du POS en PLU ;

3a – décide d'organiser une consultation pour réaliser la mission d'élaboration du PLU auprès d'au moins trois bureaux d'études ;

3b – autorise Mme le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de la procédure ;

4 – autorise Mme le Maire, conformément à l'article L.121-7 alinéa 1^{er} du code de l'urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires ;

5 – dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget en section d'investissement

La présente délibération sera transmise à Mme la Préfète, et notifiée, conformément aux articles L 123-6 et L 121-4 du code de l'urbanisme :

- au Président du Conseil Régional ;
- au Président du Conseil Général ;
- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ;
- au Président de la Chambre des Métiers ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture ;
- au Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou.

Conformément à l'article R.123-24 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Pour copie conforme

Fait à la mairie de Lavoux, le 23 juin 2014

Rendue exécutoire le

Le Maire,
Maguy LUMINEAU



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE DE LAVOUX**

L'an deux mil seize le dix-huit octobre à vingt heures le conseil municipal de la commune de Lavoux (Vienne) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie sous la présidence de Madame Maguy LUMINEAU, Maire.

Date de la convocation : 11 octobre 2016.

PRESENTS Mesdames : Maguy LUMINEAU, Nadine MENCIERE, Florence COULOT, Mireille MASPEYROT, Sandra GELY.

Messieurs : Stéphane GARNAUD, Michel CHARRON, Didier ROUET, Bruno TESSITORI, Dominique BOISARD, Jean-François MORILLON, Jérôme CAMUS.

ABSENTES-EXCUSÉES : Jocelyne BOUTIN, Cécile DIONNET, Florence LEPAGE (donne pouvoir à Maguy LUMINEAU).

A été élue secrétaire Sandra GELY.

Nombre de conseillers en exercice : 15 Présents : 12 Votants : 13

DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PADD

Madame le Maire rappelle que le conseil municipal a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) le 20 juin 2014.

L'article L151-2 du code de l'urbanisme dispose que les PLU comportent un projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Selon l'article L151-5 du code de l'urbanisme, ce PADD définit :

- Les orientations générales d'aménagement d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenus pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.
- Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.
- Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme, les orientations générales du PADD doivent être soumises au débat du conseil municipal, au plus tard deux mois avant l'examen du projet du plan local d'urbanisme.

Madame le Maire expose le projet de PADD :

... / ...

AR PREFECTURE

086-218601243-20161018-D0322016-DE

Reçu le 21/10/2016

— protéger une richesse naturelle remarquable

2 — ~~protéger l'héritage~~ historique des carrières et aménager un cadre de vie agréable

3 — prendre en compte les enjeux énergétiques

4 — prévoir un accueil adapté et modéré de nouveaux habitants

5 — aménager un territoire accueillant pour tous

6 — renforcer le bourg et adapter ses équipements

7 — soutenir et développer les activités locales

8 — faire émerger un tourisme culturel et écologique

9 — favoriser l'évolution et le développement des activités agricoles et sylvicoles

Le conseil municipal a débattu des orientations générales du PADD et l'approuve à l'unanimité.

La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération à laquelle est annexé le projet de PADD.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Pour copie conforme

Fait à la mairie de Lavoux,

Et rendue exécutoire le 20 octobre 2016

Le Maire,

Maguy LUMINEAU





COMMUNE DE LAVOUX (Vienne)



PLAN LOCAL D'URBANISME

PIÈCE II – PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

« Bien vivre à Lavoux »

Indice	Date	Étape
A	16/02/2016	Premier projet issu des réflexions des groupes de travail
B	12/05/2016	Projet développé par le bureau d'études
C	28/06/2016	Projet présenté au Conseil Municipal
D	18/10/2016	Projet débattu au Conseil Municipal

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	20/06/2014		

AR PREFECTURE

086-218601243-20161018-D0322016-DE

Regu le 21/10/2016

Préambule

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

- Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble [...] de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain [...] »

Article L.151-5 du Code de l'Urbanisme

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est élaboré à l'issue de l'analyse de l'état initial qui permet de définir l'ensemble des enjeux socio-économiques, urbanistiques et environnementaux. Il exprime de façon synthétique le projet communal sur lequel la commune souhaite s'engager. Le projet de Lavoux est fondé sur les orientations suivantes :

- 1 - Protéger une richesse naturelle remarquable
- 2 - Protéger l'héritage historique des carrières et aménager un cadre de vie agréable
- 3 - Prendre en compte les enjeux énergétiques
- 4 - Prévoir un accueil adapté et modéré de nouveaux habitants
- 5 - Aménager un territoire accueillant pour tous
- 6 - Renforcer le bourg et adapter ses équipements
- 7 - Soutenir et développer les activités locales
- 8 - Faire émerger un tourisme culturel et écologique
- 9 - Favoriser l'évolution et le développement des activités agricoles et sylvicoles

Ces orientations sont déclinées en objectifs et décrites dans le document ci-après, en articulation sur les trois piliers environnementaux, sociaux et économiques du développement durable :



Les outils règlementaires mis en place dans le Plan Local d'Urbanisme donnent à la collectivité les moyens pour réaliser ces objectifs.

AR PREFECTURE

086-218601243-20161018-D0322016-DE
Regu le 21/10/2016

VOLET ENVIRONNEMENTAL

" Bien vivre dans une commune attrayante "



La protection de la biodiversité

La préservation du paysage et du cadre de vie

La lutte contre le réchauffement climatique

Protéger une richesse naturelle remarquable

Constats et enjeux

Localisé à mi-distance entre la vallée du Clain et la vallée de la Vienne, le territoire communal joue un rôle essentiel dans la trame verte et bleue par la présence de continuités écologiques d'importance régionale reliant la forêt de Moulière, à la vallée de la Vienne d'une part, et aux boisements de Savigny Lévescault d'autre part.

Les espaces naturels présents à Lavoux constituent également des réservoirs de biodiversité très importants, accueillant des écosystèmes spécifiques liés à la présence d'anciennes carrières : abris pour chiroptères, milieux sec et thermophiles des escarpements, pelouses calcicoles...



Milieu sec thermophile des escarpements rocheux

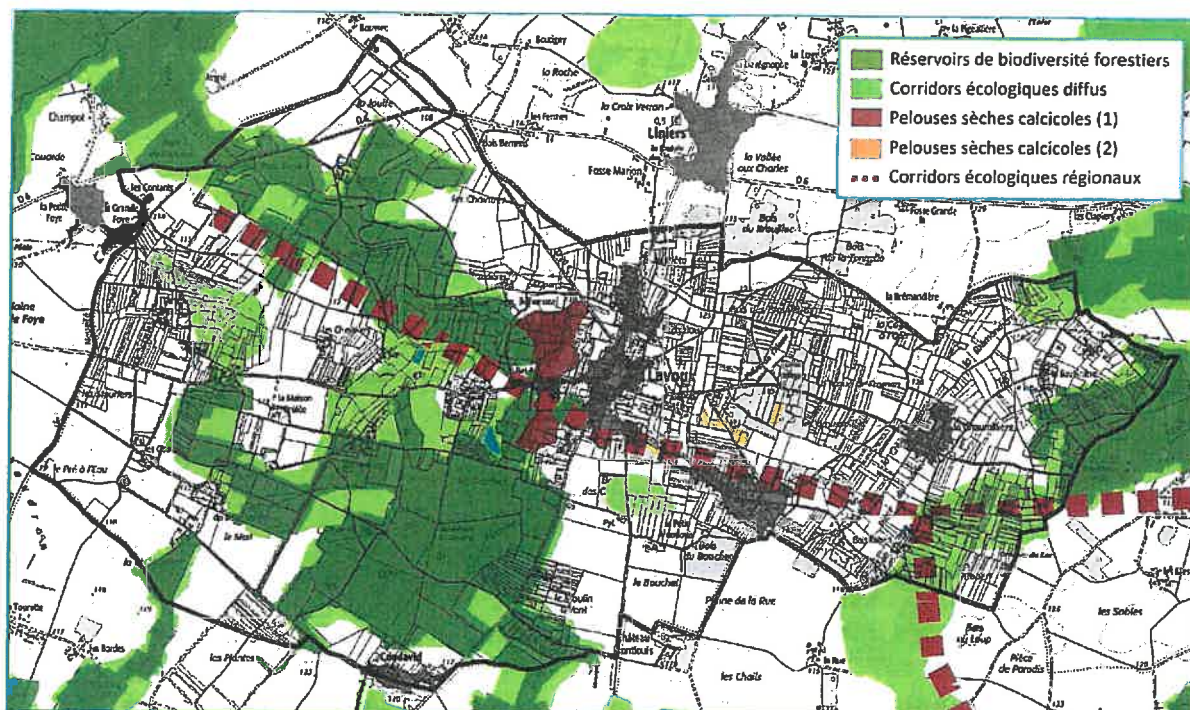
La trame verte est ainsi majoritairement représentée par les boisements qui couvrent 27% de la superficie communale et sont essentiellement disposés le long de la principale vallée sèche se poursuivant sur Lavoux. Cette continuité écologique est complétée par les bois du Lamier, du Brouillard ou des Bouiges, ainsi que par un réseau de haies encore bien présent sur le secteur de Bois Dousset.

En l'absence de cours d'eau, la trame bleue est en revanche peu dense et est essentiellement représentée par les mares, qui constituent de petits réservoirs spécifiques de biodiversité.

☛ Dans le cadre de l'objectif global de lutte contre l'érosion de la biodiversité, le maintien et la fonctionnalité écologique de ces éléments doivent être assurés à long terme.

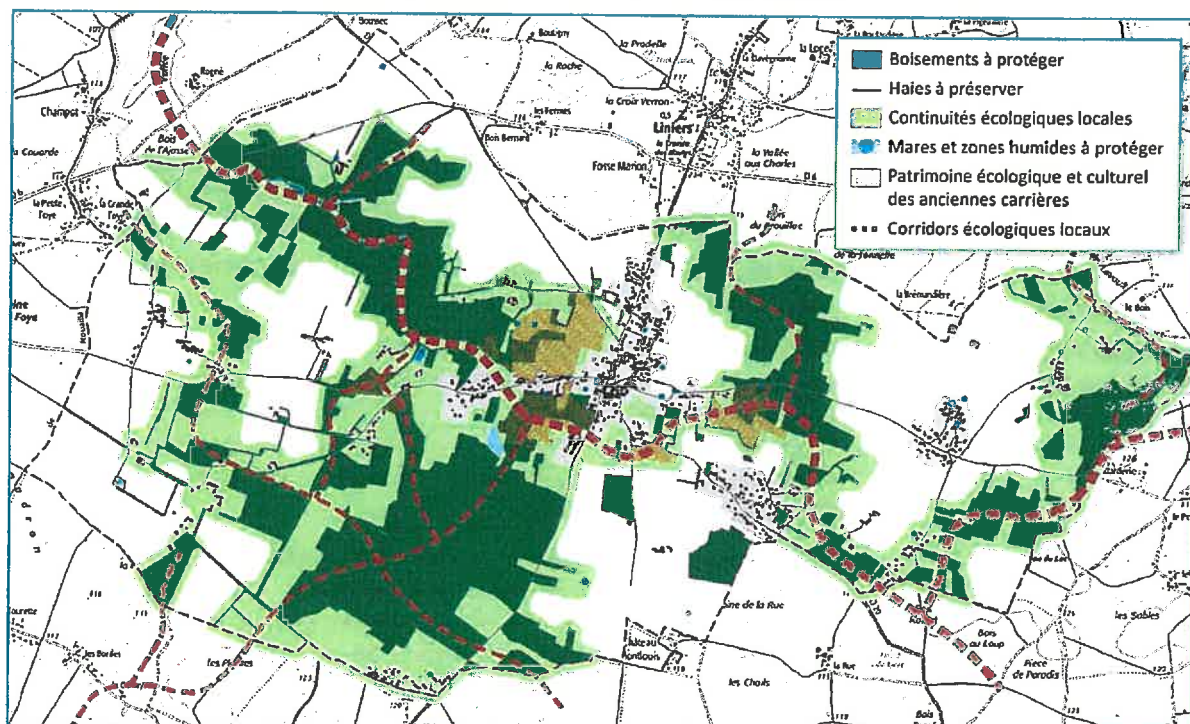
Orientations du PADD	Actions sur le territoire
Orientation 1A Protéger les réservoirs de biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Classement en zone naturelle et dispositions réglementaires spécifiques pour la protection des carrières identifiées comme comportant des enjeux écologiques selon le Conservatoire Régional des Espaces Naturels ; • Protection stricte des boisements identifiés comme réservoirs de biodiversité au Schéma Régional de Cohérence Ecologique ; • Protection des cavités constituant des habitats pour les chiroptères ; • Préservation des mares portant des enjeux locaux pour la biodiversité ;
Orientation 1B Protéger les corridors écologiques	<ul style="list-style-type: none"> • Classement en zone naturelle des corridors écologiques régionaux identifiés au Schéma Régional de Cohérence Ecologique ; • Protection stricte des boisements participant à ces corridors ; • Préservation des haies reliant ces corridors ;

Une richesse naturelle remarquable, identifiée au SRCE



Source : Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Poitou-Charentes – Echelle : 1/40 000

Une protection forte du patrimoine naturel



Source : Etat initial de l'Environnement et documents graphiques – Echelle : 1/40 000

Protéger l'héritage historique des carrières et aménager un cadre de vie agréable

Lavoux est une commune riche de son passé, marqué par l'extraction du calcaire. Les témoins de cette histoire récente sont encore très visibles sur le territoire, avec la présence d'anciennes carrières et de sites d'activités. Ils constituent un patrimoine culturel important et à protéger dans un contexte de banalisation croissante des territoires.

Ces anciennes carrières sont le support d'espaces naturels qui contribuent à la qualité du cadre de vie au sein d'un espace déjà fortement boisé. Le ressenti verdoyant du territoire est complété sur l'espace rural par un réseau de haies et de bosquets qui participent à la composition des paysages de la commune.



Les « tanfiches » et autres « cavaliers » constituent des témoins importants de l'histoire locale

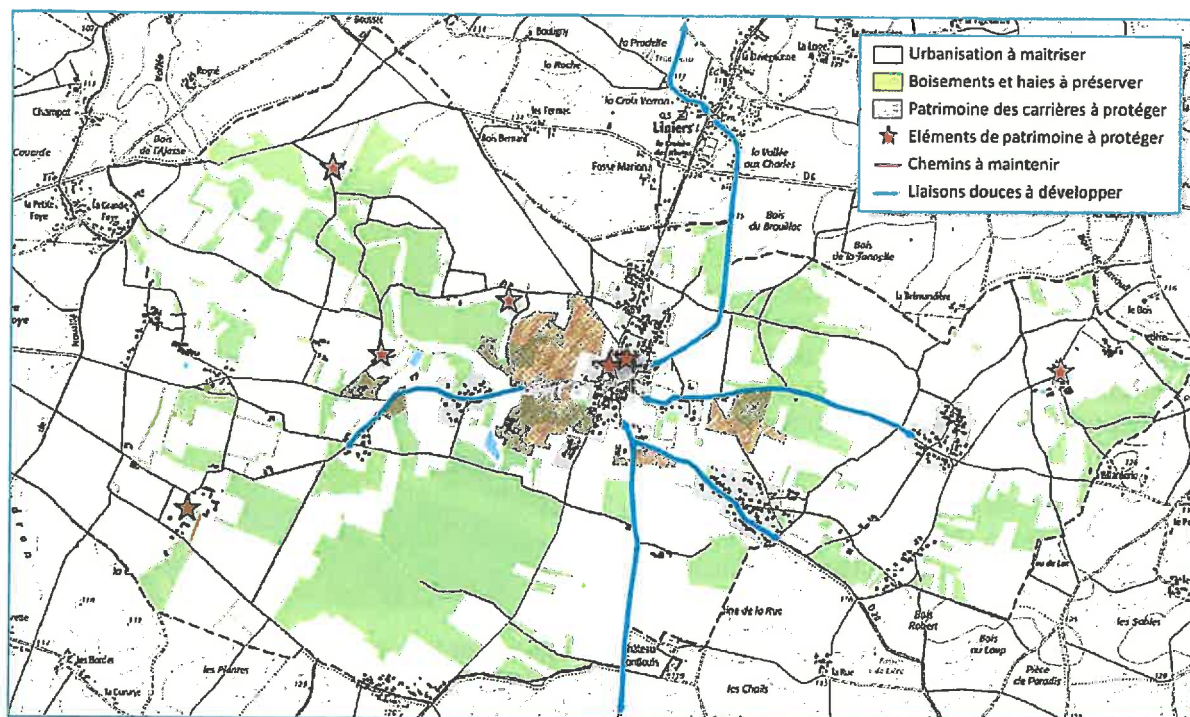
Ces espaces peuvent être parcourus par de nombreux chemins, supports d'itinéraires de randonnée à l'échelle communale et intercommunale, qui permettent de découvrir le patrimoine bâti intéressant ainsi que tous les éléments témoins de l'histoire de l'espace rural.

Tous ces éléments sont à l'origine d'un attrait résidentiel important du territoire communal, qui se conjugue à l'attractivité immobilière induite par la situation de la commune en périphérie Poitiers. Un tel attrait est un atout qu'il faut savoir préserver sur le long terme afin de ne pas l'altérer.

☞ *La préservation du cadre de vie constitue un enjeu majeur pour les habitants de Lavoux, mais également pour maintenir sur le long terme le potentiel d'attrait et de développement touristique.*

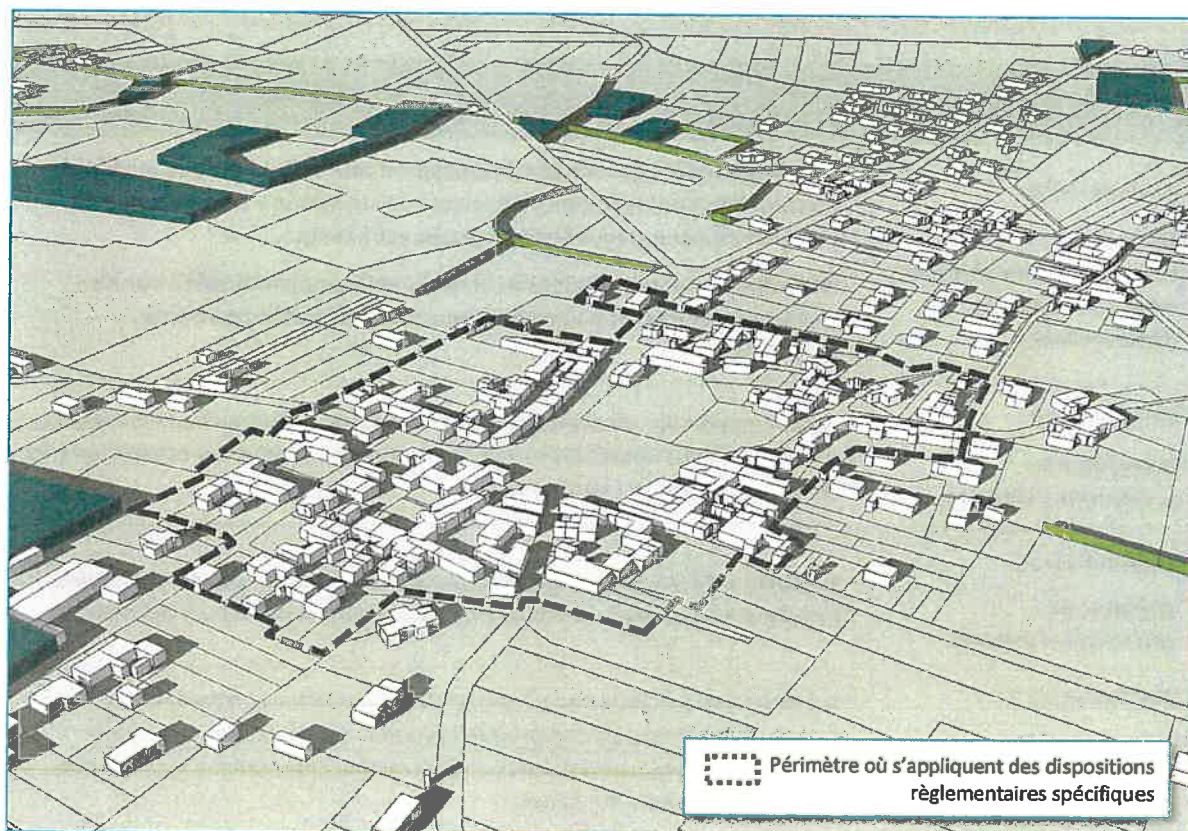
Orientations du PADD	Actions sur le territoire
Orientation 2A <i>Protéger l'héritage historique des carrières</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Inscription des carrières comme secteurs à protéger, à mettre en valeur et à requalifier pour leur intérêt culturel et historique ; • Inscription spécifique au titre des éléments de paysage à protéger, pour leur intérêt culturel et historique des <i>tanfiches</i> et des <i>cavaliers</i> issus de l'extraction des carrières ;
Orientation 2B <i>Préserver les éléments qualitatifs du cadre de vie rurale</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Préservation, en tant qu'éléments de paysage, des boisements, haies et arbres composant le cadre de vie rural ; • Inscription, comme éléments patrimoniaux à préserver, des constructions présentant un intérêt architectural, ainsi que des petits éléments présentant un intérêt culturel ou historique ; définition d'un règlement spécifique au centre-bourg de Lavoux afin de préserver sa cohérence architecturale. • Inscription, comme élément culturel à préserver, des chemins présentant un intérêt pour la randonnée et/ou le tourisme vert.

Un cadre de vie rural à préserver



Source : documents graphiques du PLU – Echelle : 1/40 000

Le maintien d'une cohérence architecturale du centre-bourg



Prendre en compte les enjeux énergétiques

Constats et enjeux

Le réchauffement climatique est un fait, dont les conséquences sont déjà visibles aujourd'hui. Son origine humaine (les émissions de gaz à effet de serre) a été démontrée par le Groupe International d'Etudes sur le Climat (GIEC). D'autres études scientifiques ont établi le lien entre le réchauffement actuel et l'augmentation de la violence des phénomènes météorologiques.

Dans l'optique de penser globalement et d'agir localement, les plans locaux d'urbanisme doivent prendre en compte cette évolution inédite afin de limiter l'ampleur des changements climatiques et de s'y adapter.



L'intégration de ces enjeux est possible grâce aux choix opérés par la collectivité dans les domaines de la gestion de l'énergie (réduction des émissions de GES), des déplacements (alternatives à l'usage individuel de l'automobile) et de l'urbanisme (réduction de la consommation d'énergie et anticipation des risques).

☞ La commune de Lavoux contribue localement à la lutte contre le réchauffement climatique et prévoit l'adaptation du territoire à ses conséquences, en adoptant les orientations ci-dessous.

Orientations du PADD	Actions sur le territoire
Orientation 3A <i>Diminuer les consommations d'énergie en agissant sur les déplacements</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des modes de transport alternatifs à l'usage individuel de l'automobile pour les trajets extérieurs à la commune : covoiturage, transports en commun et liaison douce avec Liniers. • Développement des modes de déplacements non motorisés pour les déplacements internes à la commune, grâce à des liaisons douces sécurisées ;
Orientation 3B <i>Diversifier les productions d'énergie</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des énergies renouvelables, notamment le bois, sous condition d'être compatibles avec le contexte patrimonial et paysager très sensible du territoire communal ;
Orientation 3C <i>Optimiser la distribution d'énergie</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise de l'urbanisation afin d'assurer une bonne corrélation entre la desserte par les réseaux d'énergie et les projets d'habitat ou d'activités ;
Orientation 3D <i>S'adapter aux conséquences du réchauffement climatique</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation de l'habitat au contexte climatique local : protection contre les vents, limitation de l'imperméabilisation des surfaces, et principe d'implantation bioclimatique des constructions pour mieux s'adapter aux évolutions attendues du climat.

VOLET SOCIAL

" Bien vivre dans une commune accueillante "



La politique de l'habitat

L'aménagement de l'espace

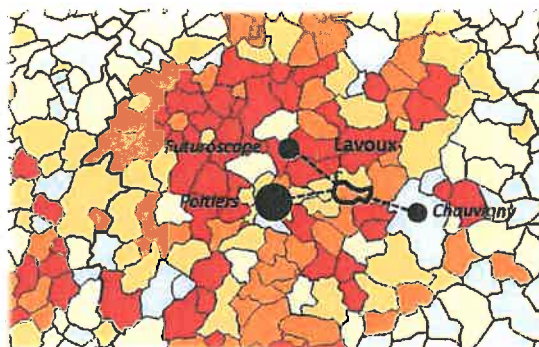
L'offre d'équipements et de services

Prévoir l'accueil modéré et adapté de nouveaux habitants

Constat et enjeux

Lavoux comptait 1124 habitants en 2012 selon l'INSEE. Par extrapolation, la population est estimée à 1138 habitants en 2016, soit une hausse de 3% depuis 2006 mais un doublement depuis 40 ans.

Afin de répondre à cette croissance démographique, le nombre de résidences principales a augmenté de 9% entre 2006 et 2016. La croissance plus rapide du nombre de logements par rapport à celle de la population est corrélée à une diminution récente de la taille moyenne des ménages qui est passée de 2,68 à 2,54 personnes par habitation entre 2006 et 2016.



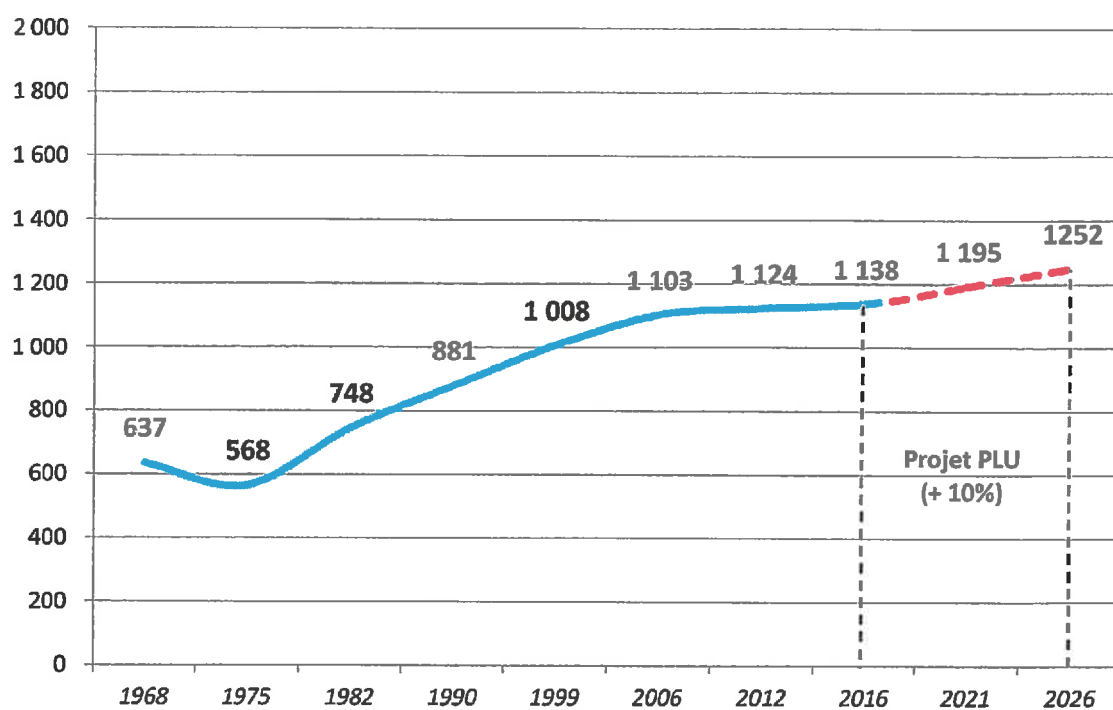
En couleurs : évolutions démographiques entre 1999 et 2009

Ces évolutions rapides reflètent une forte pression immobilière liée à la localisation de la commune à proximité des pôles de Poitiers, du Futuroscope et de Chauvigny. La commune est très attractive, en particulier pour les familles souhaitant résider dans un cadre de vie de qualité tout en bénéficiant de la proximité des commerces, équipements et services. Les besoins d'habitat sont continus et croissants, ce qui a pour conséquence la quasi-absence de logements vacants sur le territoire.

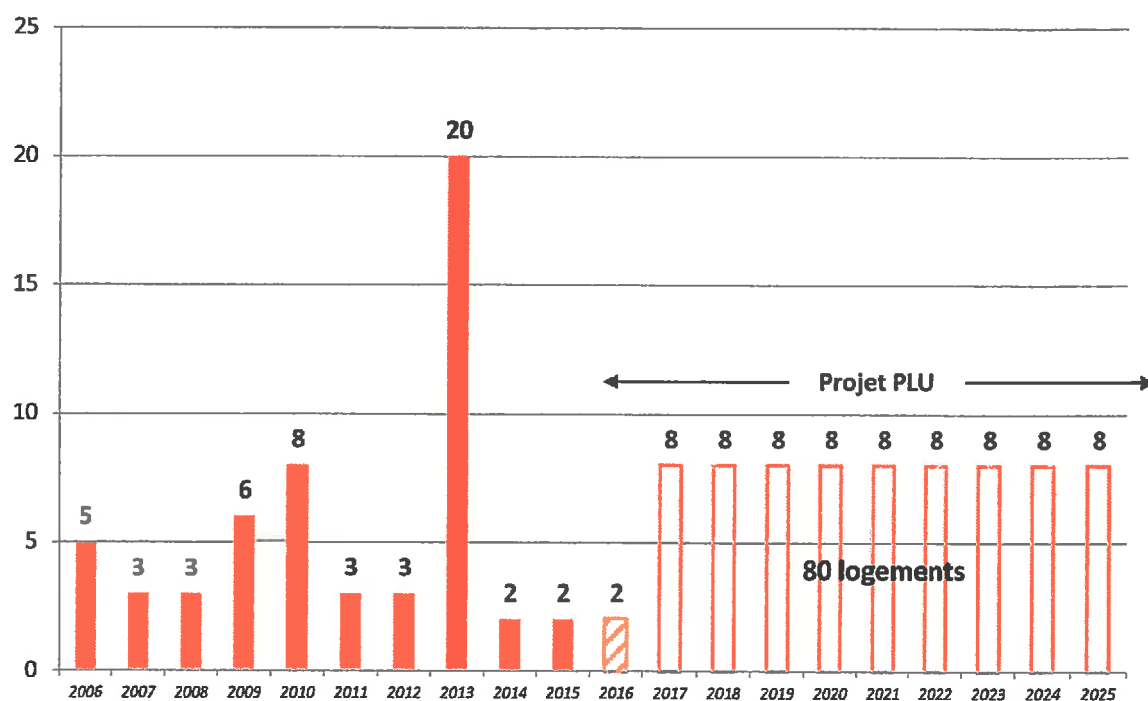
☞ L'accueil de nouveaux habitants est une opportunité pour maintenir le dynamisme social et économique de la commune. Il est en revanche nécessaire de modérer le développement résidentiel afin de ne pas remettre en cause le cadre environnemental et agricole et notamment de ne pas « gommer » les spécificités historiques de Lavoux par une urbanisation inadaptée.

Orientations du PADD	Actions sur le territoire
Orientation 4A Prévoir un accueil modéré de nouveaux habitants	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil maîtrisé d'environ 11 habitants par an, soit une augmentation de 10% sur la période 2016-2026, pour une population communale atteignant 1252 habitants en 2026 ; • Perspective de réalisation de 80 logements neufs sur cette période pour répondre aux besoins d'accueil.
Orientation 4B Programmer une réponse adaptée aux besoins en logements, pour tous	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les personnes âgées : réalisation d'une opération d'habitat intergénérationnelle à l'Est du bourg ; • Pour les jeunes ménages et les personnes seules : création de logements de taille modérée dans les opérations d'ensemble ; • Pour les ménages modestes : inscription d'objectifs de mixité sociale dans les opérations d'ensemble.

Prévoir un accueil modéré de nouveaux habitants



Programmer une réponse adaptée aux besoins en logements



Aménager un territoire accueillant pour tous

Constat et enjeux

Le bourg de Lavoux a connu un développement urbain progressif, conditionné par la présence des sites d'extraction de calcaire et structuré par la RD1. Ce contexte contraint est à l'origine d'une cohérence des espaces bâtis entre eux, et notamment de la faible superficie des espaces interstitiels (dents creuses) susceptibles de recevoir de nouveaux logements. L'accueil de nouveaux habitants sur le bourg devra donc être effectué majoritairement par l'aménagement de nouveaux espaces d'habitat en continuité de celui-ci.

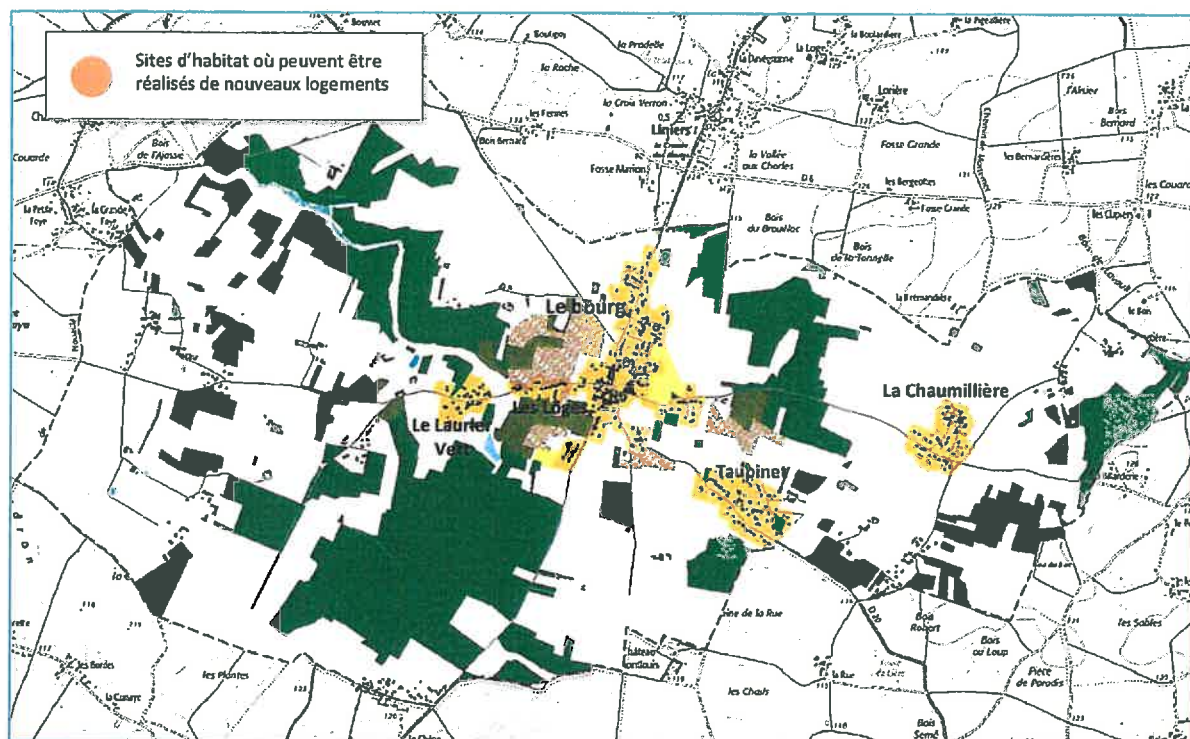
Dans un contexte de réduction des moyens alloués aux collectivités pour la réalisation de leurs projets, la commune de Lavoux a la volonté de valoriser le patrimoine foncier qu'elle possède autour du bourg. Les terrains propriété de la commune seront donc prioritairement mobilisés pour le développement de l'habitat dans la décennie à venir.

En complément du bourg, de nombreux villages et hameaux structurent le territoire communal et ont connu un développement résidentiel parfois notable durant les dernières décennies. Ce développement doit aujourd'hui être maîtrisé afin de ne pas porter incidence au fonctionnement écologique de l'espace et aux activités agricoles, mais également afin de limiter les coûts de ce développement pour la collectivité.

☞ *L'accueil de nouveaux habitants doit permettre de conforter la centralité du bourg et de maintenir un espace rural vivant sans mettre en péril l'équilibre financier de la collectivité.*

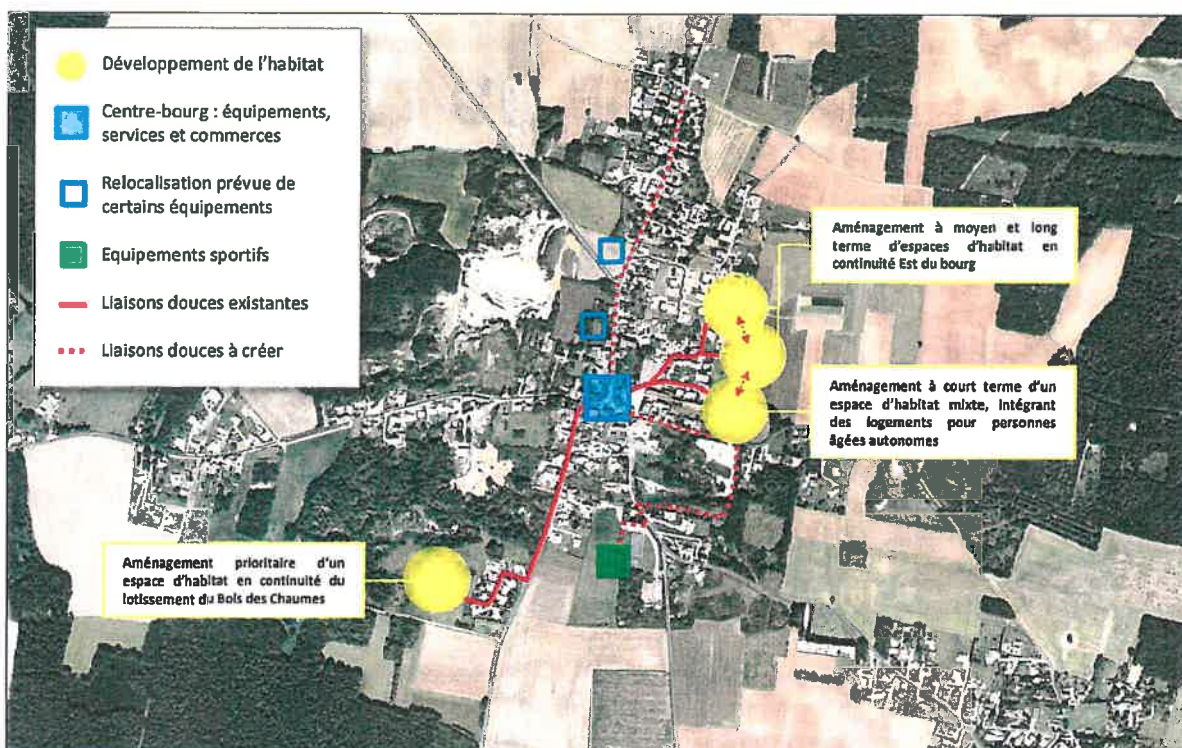
Orientations du PADD	Actions sur le territoire
Orientation 5A Aménager des espaces d'habitat qualitatifs en continuité du bourg <i>(60 logements minimum)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement prioritaire d'un nouvel espace d'habitat sur un terrain communal en continuité du lotissement du Bois des Chaumes ; • Aménagement à court terme d'un espace d'habitat mixte, comportant des logements pour personnes âgées autonomes, à proximité immédiate du centre-bourg, rue de Bonnes ; • Aménagement à moyen et long terme d'espaces d'habitat en continuité Est du bourg, rue de Bonnes et rue du Petit Train ;
Orientation 5B Maîtriser le développement de l'habitat sur les villages et hameaux <i>(20 logements estimés)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Densification du village de <i>Taupinet</i>, ainsi que des hameaux des <i>Loges</i> et du <i>Laurier Vert</i>, en raison de leur proximité avec le bourg et de la présence de liaisons douces les reliant aux équipements ; • Confortement du hameau de <i>la Chaumilière</i> en tant que secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées pour le développement de l'habitat ;
Orientation 5C Assurer la pérennité du bâti en milieu rural <i>(0 logements)</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité sous certaines conditions de réhabilitation, d'extension et de changement de destination du bâti situé sur les hameaux et lieux-dits dans les espaces naturels ou agricoles ; • Possibilité sous certaines conditions de réalisation d'annexes à ces constructions.

Maîtriser le développement de l'habitat sur les villages et hameaux



Echelle : 1/40 000

Aménager des espaces d'habitat qualitatifs en continuité du bourg



Echelle : 1/15 000

Renforcer l'attractivité du bourg en adaptant les équipements publics

Constat et enjeux

La commune de Lavoux dispose d'équipements publics de qualité qui répondent aux besoins de proximité de la population. La coopération intercommunale permet également d'apporter des réponses complémentaires pour des besoins plus spécialisés et/ou nécessitant de plus lourds investissements.

A l'échelle locale, et conjuguée aux évolutions sociétales, la croissance démographique a été à la fois le déclencheur et le financeur pour la réalisation des équipements communaux. Ce lien étroit entre augmentation de la population, équipements en place et desserte numérique devra être poursuivi afin d'accueillir dans de bonnes conditions de nouveaux habitants sur le territoire.



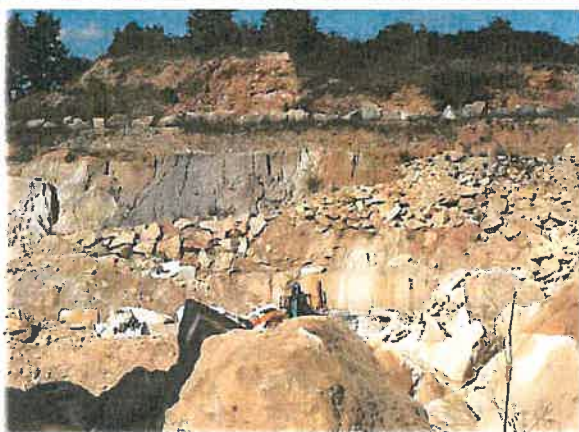
La présence des principaux équipements publics en centre-bourg participe à son attractivité et devra

☞ Dans un contexte d'augmentation de la population communale, il est nécessaire de prévoir l'adaptation des équipements publics aux besoins actuels et futurs des habitants. Cette évolution constitue l'opportunité de contribuer au renforcement des fonctions de centralité du bourg de Lavoux.

Orientations du PADD	Actions sur le territoire
Orientation 6A <i>Adapter les équipements publics à la croissance de la population</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la réhabilitation des réseaux et des ouvrages d'assainissement des eaux usées, pour une adaptation des capacités et un moindre impact sur le milieu ; • Extension à terme des équipements scolaires par la réutilisation des bâtiments actuels de la salle des fêtes et de la mairie ;
Orientation 6B <i>Renforcer la centralité du bourg en y maintenant les équipements structurants</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une nouvelle salle des fêtes, en continuité du centre-bourg, au croisement de la RD20 et de la RD1 ; • Relocalisation de la mairie en position centrale du bourg, en continuité de la place des carriers ;
Orientation 6C <i>Poursuivre la desserte numérique du territoire</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre les zones d'ombre pour une généralisation du haut débit Internet et de la couverture en téléphonie mobile sur tout le territoire ; • Travail partenarial en continu avec les collectivités compétentes en matière d'aménagement numérique ;

VOLET ÉCONOMIQUE

" Bien vivre dans une commune dynamique "



Les activités commerciales et artisanales

Le développement économique intercommunal

Les activités agricoles et sylvicoles

Soutenir et développer les activités locales

Constat et enjeux

En raison de sa situation périurbaine, au sein d'un cadre de vie de qualité, Lavoux possède une vocation essentiellement résidentielle qui se traduit en 2012 par un écart important entre le nombre d'emplois présents sur son territoire (96 emplois) et la population active communale (577 personnes).

En 2012, 89% de ces actifs partaient travailler quotidiennement à l'extérieur de la commune, essentiellement sur l'agglomération de Poitiers, ce qui engendre des déplacements fréquents entre les deux entités territoriales.



La fonction résidentielle n'est cependant pas exclusive : un réseau de commerçants, d'artisans et de petites entreprises est présent à Lavoux, et continue à se développer en appui sur le bassin économique de l'agglomération poitevine. Ces entités économiques sont pourvoyeuses d'emplois locaux et permettent de rééquilibrer partiellement les fonctions présentes sur le territoire. Leur développement *in situ* doit être favorisé par les choix d'urbanisme pris par la collectivité et les droits des sols qui en découlent.

Une carrière d'extraction de calcaire est toujours en activité sur le territoire, à proximité du bourg. Le maintien à long terme de cette activité économique répond à de multiples enjeux : fourniture en matériaux reconnus pour leur qualité, maintien de l'identité communale et développement économique local. Il doit donc être pris en compte dans le projet communal.

☞ Afin d'éviter un déséquilibre trop important entre habitat et emploi sur le territoire, il est nécessaire d'accompagner la dynamique d'accueil résidentiel par un développement des activités économiques locales.

Orientations du PADD	Actions sur le territoire
Orientation 7A <i>Soutenir le développement commercial et artisanal</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux commerces locaux par l'accueil de nouveaux habitants, la proximité entre habitat et commerces et la création de liaisons douces ; • Dispositions réglementaires favorables pour le développement des entreprises artisanales présentes sur les sites d'habitat ; • Amélioration de la signalétique localisant les entreprises communales ;
Orientation 7B <i>Prendre en compte le développement des carrières</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Définition de secteurs réservés à l'extraction des ressources du sous-sol pour les entreprises possédant un permis d'exploiter ; • Délimitation de zones tampon avec l'habitat pour limiter l'exposition des riverains aux nuisances.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE DE LAVOUX**

L'an deux mil seize le vingt décembre à vingt heures le conseil municipal de la commune de Lavoux (Vienne) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie sous la présidence de Madame Maguy LUMINEAU, Maire.

Date de la convocation : 14 décembre 2016.

PRESENTS Mesdames : Maguy LUMINEAU, Nadine MENCIERE, Florence LEPAGE, Florence COULOT, Mireille MASPEYROT.

Messieurs : Stéphane GARNAUD, Michel CHARRON, Didier ROUET, Bruno TESSITORI, Dominique BOISARD Jérôme CAMUS.

ABSENTS-EXCUSÉS : Jocelyne BOUTIN, Cécile DIONNET, Sandra GELY, Jean-François MORILLON.

A été élue secrétaire Mireille MASPEYROT

Nombre de conseillers en exercice : 15 Présents : 11 Votants : 11

ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
MODERNISATION DU CONTENU DU PLU

VU le décret n°2015-1783 en date du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, publié le 29 décembre 2015 est entré en vigueur le 1er janvier 2016.

VU la délibération du conseil municipal prescrivant l'élaboration du PLU en date du 20/06/2014;

Madame le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune d'intégrer le contenu modernisé à l'élaboration de son plan local d'urbanisme prescrite par délibération en date du 13/09/2016.

L'enjeu principal du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 est de répondre à un besoin général de clarification, de mise en cohérence et de lisibilité des règles d'urbanisme afin d'en faciliter l'utilisation et la traduction opérationnelle.

Les nouveaux PLU qui intégreront le contenu modernisé du PLU et adopteront la nouvelle codification disposeront d'outils mieux adaptés aux diversités locales, aux opérations d'aménagement, à la mise en valeur du cadre de vie...

Les organes délibérant des collectivités disposent, dans ce cadre, d'un droit d'option pour intégrer le contenu modernisé du PLU pour toutes les procédures en cours ou révision générale initiées avant le 1er janvier 2016. Jusqu'à l'arrêt projet, la commune peut délibérer afin d'appliquer les nouveaux articles R.151-1 à R.151-55 du code de l'urbanisme.

Madame le Maire expose que :

- les nouvelles dispositions du code de l'urbanisme permettront de simplifier et clarifier le contenu du Plan Local d'Urbanisme.
- le projet de Plan Local d'Urbanisme n'est pas encore arrêté.

.../...

AR PREFECTURE

086-2186 01243-20161220-D0402016-DE
Reçu le 22/12/2016

.../...

Madame le Maire explique la nécessité d'adapter les outils du Plan Local d'Urbanisme aux spécificités communales, aux enjeux urbains, paysagers et environnementaux.

Madame le Maire **PROPOSE** aux membres du Conseil Municipal de **DECIDER** que les dispositions du décret n°2015-1783 en date du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme sont applicables au Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration.

Après avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal **DECIDE** :

- que les dispositions du décret n°2015-1783 en date du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme sont applicables au Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Pour copie conforme

Fait à la mairie de Lavoux,

Et rendue exécutoire le 21 décembre 2016

Le Maire,
Maguy LUMINEAU



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE LAVOUX

L'an deux mil seize le vingt décembre à vingt heures le conseil municipal de la commune de Lavoux (Vienne) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie sous la présidence de Madame Maguy LUMINEAU, Maire.

Date de la convocation : 14 décembre 2016.

PRESENTS Mesdames : Maguy LUMINEAU, Nadine MENCIERE, Florence LEPAGE, Florence COULOT, Mireille MASPEYROT.

Messieurs : Stéphane GARNAUD, Michel CHARRON, Didier ROUET, Bruno TESSITORI, Dominique BOISARD Jérôme CAMUS.

ABSENTS-EXCUSÉS : Jocelyne BOUTIN, Cécile DIONNET, Sandra GELY, Jean-François MORILLON.

A été élue secrétaire Mireille MASPEYROT

Nombre de conseillers en exercice : 15 Présents : 11 Votants : 11

PLU : ARRÊTÉ DU PROJET

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-14, L103-2 et R153-3 ;

Vu la délibération du conseil municipal :

en date du 20 juin 2014 ayant prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme

Vu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ayant eu lieu au sein du conseil municipal ;

Vu les différentes pièces composant le projet de PLU ;

Madame le Maire rappelle :

Les raisons qui ont conduit la commune à engager une procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) par délibération du 20 juin 2014.

Les termes du débat qui s'est tenu au sein du conseil municipal sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) lors de la séance du 18 octobre 2016.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil décide :

de considérer comme favorable le bilan de la concertation présenté;

d'arrêter le projet de plan local d'urbanisme (PLU) tel qu'il est annexé à la présente délibération;

d'autoriser Madame le Maire à signer les pièces d'arrêt du projet de révision du POS en PLU

La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète et notifiée, conformément aux articles L123-6 et L121-4 du code de l'urbanisme.

Le PLU arrêté sera transmis pour avis aux services de l'État et aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles L132-7 et L132-9.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Pour copie conforme

Fait à la mairie de Lavoux,

Et rendue exécutoire le 21 décembre 2016

Le Maire,
Maguy LUMINEAU



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA COMMUNE DE LAVOUX

L'an deux mil dix-sept le trente et un janvier à vingt heures le conseil municipal de la commune de Lavoux (Vienne) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie sous la présidence de Madame Maguy LUMINEAU, Maire.

Date de la convocation : 25 janvier 2017.

PRESENTS Mesdames : Maguy LUMINEAU, Jocelyne BOUTIN, Mireille MASPEYROT, Florence COULOT, Sandra GELY.

Messieurs : Stéphane GARNAUD, Michel CHARRON, Didier ROUET, Dominique BOISARD, Jean-François MORILLON.

ABSENTS-EXCUSÉS : Nadine MENCIERE, Bruno TESSITORI (donne pouvoir à Didier ROUET), Jérôme CAMUS (donne pouvoir à Maguy LUMINEAU), Florence LEPAGE (donne pouvoir à Michel CHARRON), Cécile DIONNET.

A été élue secrétaire Sandra GELY

Nombre de conseillers en exercice : 15

Contre : 0

Présents : 10

Abstentions : 4

Pouvoirs : 3

Pour : 9

ÉLABORATION DU DOCUMENT D'URBANISME DE LAVOUX

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-9, L.153-11 et suivants et R153-1 à R153-10

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1^{er} janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puyre et Sainte Radegonde.

Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 27 février 1987

Vu la délibération n°055/2014 du 20 juin 2014 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), précisant les objectifs poursuivis par cette élaboration et fixant les modalités de concertation.

Vu la délibération n° 032/2016 du 18 octobre 2016 relative au débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définies dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLU de la commune.

Vu la délibération n°032/2016 du 20 décembre 2016 relative à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme

Considérant le courrier de M le Président de Grand Poitiers Communauté d'Agglomération du 19 janvier 2017

Conformément à l'article L.153-9 du code de l'urbanisme, Grand Poitiers Communauté d'agglomération, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration d'un plan local d'urbanisme engagée avant la date de sa création.

Par courrier, M le Président de Grand Poitiers Communauté d'agglomération a sollicité l'accord du Conseil Municipal pour que la procédure d'élaboration du PLU communal soit achevée par Grand Poitiers Communauté d'agglomération, compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale sur son territoire. Dès lors, Grand Poitiers Communauté d'agglomération se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée.

La procédure d'élaboration du PLU a été engagée par délibération du Conseil Municipal du 20 juin 2014.

Les travaux et réflexions conduits ont permis d'arrêter le projet de PLU par délibération du 20 décembre 2016.

La procédure nécessite de recueillir l'avis des personnes publiques associées et de réaliser une enquête publique préalablement à l'approbation du PLU.

Afin de terminer la procédure d'élaboration du PLU communal, le Conseil Municipal :

- donne son accord pour que Grand Poitiers Communauté d'agglomération poursuive la procédure d'élaboration du PLU communal. En ce sens, le Conseil Communautaire et le Président se substituent de plein droit au Conseil Municipal et au Maire dans toutes les délibérations et les actes restant à prendre dans le cadre de la présente procédure
- sollicite Grand Poitiers Communauté d'agglomération afin qu'elle donne suite à cet accord.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Pour copie conforme

Fait à la mairie de Lavoux,

Et rendue exécutoire le 1^{er} février 2017

Le Maire,
Maguy LUMINEAU



Conseil Communautaire du	17 février 2017
--------------------------	-----------------

à	18h00
---	-------

N° ordre	11
N° identifiant	2017-0020

Titre	20 - Immobilisations incorporelles - 1706 - Autorisation de programme 2017 - PLU et ETUDES - PLU - Plan Local d'Urbanisme - Poursuite de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lavoux
-------	---

Rapporteur(s)	Bernard CORNU
Date de la convocation	01/02/2017

Président de séance	Monsieur Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	MM. BLANCHARD François et ROBLLOT Edouard

P.J.	
------	--

Membres en exercice	91
Quorum	

Présents	81	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Claude EIDELSTEIN - M. Francis CHALARD - M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGERES - M. Dominique CLEMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Michel FRANCOIS - Mme Anne GERARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY - M. Aurélien TRICOT Membres du bureau M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLERE - Mme Martine BATAILLE - M. Joël BIZARD - M. François BLANCHARD - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Jean-Hubert BRACHET - Mme Coralie BREUILLE - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELLOT - M. Gérard DELIS - Mme Catherine FORESTIER - Mme Christiane FRAYSSE - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUERINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Yves JEAN - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Marie-Christine MARCINIAK - Mme Nicole MERLE - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - M. Edouard ROBLLOT - Mme Véronique ROCHAIS CHEMINEE - M. Christian ROUX - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires</p> <p>M. Jean BRILLAUD - Mme Carine DURAND les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	4	<p>M. Gilles MORISSEAU Membre du bureau</p> <p>M. Philippe PALISSE - M. Paul PUCHAUD - M. Alain VERDIN les conseillers communautaires</p>
---------	---	---

Mandats	6	<u>Mandants</u> Monsieur CHARDONNEAU Jean-Louis Monsieur HOFNUNG Daniel Monsieur BLUSSEAU Jean-Daniel Monsieur BOUFFARD Patrick Madame FAURY-CHARTIER Michèle Madame VALLOIS-ROUET Laurence	<u>Mandataires</u> Madame MARCINIAK Marie-Christine Monsieur CORNU Bernard Monsieur BELGSIR El Mustapha Monsieur POIRIER Fredy Monsieur HALLOUMI Abderrazak Madame TOMASINI Peggy
Observations	Approbation du procès verbal du Conseil communautaire du 11 mars 2016.		

Projet de délibération étudié par :	01- Commission Générale et des Finances
Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale

Ce sujet fait l'objet de plusieurs engagements de l'Agenda 21 : « lutter contre le changement climatique », « préserver les ressources », « développer les solidarités » et « consommer autrement ». En effet, le Plan Local d'Urbanisme, document faisant l'objet d'une large concertation, s'inscrit dans une démarche qui maîtrise l'étalement urbain, tend vers une plus grande qualité des projets de construction et de rénovation, développe la mixité urbaine et protège les espaces agricoles et naturels.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-9, L.153-11 et suivants et R153-1 à R153-10

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-D2-B1-036 portant création au 1^{er} janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde

Vu la délibération du 20 juin 2014 de la commune de Lavoux prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), précisant les objectifs poursuivis par cette élaboration et fixant les modalités de concertation

Vu la délibération du 31 janvier 2017 de la commune de Lavoux donnant son accord pour la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU communal par Grand Poitiers Communauté d'agglomération.

Conformément à l'article L.153-9 du Code de l'Urbanisme, Grand Poitiers Communauté d'agglomération, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration d'un PLU engagée avant la date de sa création.

La procédure d'élaboration du PLU de la commune de Lavoux a été engagée par délibération du conseil municipal du 20 juin 2014. Les travaux et réflexions conduits ont permis d'arrêter le projet de PLU par délibération du 20 décembre 2016. La procédure nécessite de recueillir l'avis des personnes publiques associées et de réaliser une enquête publique préalablement à l'approbation du PLU.

Il vous est proposé :

- de poursuivre la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lavoux
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire.

Les dépenses correspondantes seront inscrites à l'imputation 3400/810/202 du budget principal de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, lors du vote du budget, le 31 mars 2017.

POUR	87	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE	Adopte
------------------	--------

Affichée le	22 février 2017
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	22 février 2017
Identifiant de télétransmission	86-200069854-20170217-lmc123532-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d'urbanisme

GRAND POITIERS Communauté d'agglomération

15 Place du Maréchal Leclerc
CS 10569
86021 POITIERS cedex